Nantes, le 17 novembre 2026

La prochaine étape, c'est la mort d'un·e manifestant·e à Nantes ?

La répression policière a franchi un cap inacceptable lors de la manifestation du 17 novembre à Nantes. Les camions syndicaux ont été sciemment visés par des tirs de gaz lacrymogène, de grenades de désencerclement et grenades assourdissantes. Les manifestant.es comme les responsables syndicaux·les ont été jeté·es au sol, matraqué·es, gazé·es, y compris à bout portant comme le secrétaire général de l'Union Départementale FO 44.

De nombreux blessés sont à déplorer suite à ces attaques inacceptables. A Nantes, on ne parle pas de désescalade mais d'escalade quand le camion à eau des CRS coupe le cortège en deux et empêche une partie des manifestant·es d'atteindre le rond-point du CHU, lieu d'arrivée prévue. La violence ne fut pas seulement sur ce lieu mais elle fut déployée dans le même temps sur la présidence de l'université. En effet, la BAC est intervenue de façon intempestive contre une délégation de personnels, accompagnée d'étudiant·es souhaitant rencontrer la présidente de l'université suite à l'assemblée générale de la veille.

L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique attend des réponses du préfet de Loire-Atlantique dont une des prérogatives est de protéger assurer la sécurité et les manifestant·es qui sont des citoyen-es républicain-es. Aucun événement aujourd'hui ne peut justifier cette surenchère autoritaire.

Par conséquent nous demandons formellement :

- D'où viennent les ordres de lancer des dizaines de grenades sur des manifestant·es pacifiques ?

- D'où viennent les ordres d'utiliser le camion à eau sur une manifestation qui n'est pas terminée ?

- D'où viennent les ordres de gazer sans discontinuer les manifestant·es sur la totalité de la chaussée de la Madeleine pour les envoyer de l'autre côté de la Loire ?

L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, FSU et Solidaires de Loire-Atlantique dénonce ce déchaînement de violences et attend des réponses du représentant départemental de l'état dès maintenant. Nos droits fondamentaux et notre démocratie sont atteints.